

Retraites : combattre une régression programmée

Les réformes précédentes des retraites ont déjà dégradé la situation des travailleurs/euses. Et, en poussant les salariés à partir toujours plus tard en retraite, elles ont aggravé le chômage. 1993, 1995, 2003, 2010, 2013 : à chaque fois, on nous promet que "c'est la solution et les derniers efforts à faire", mais en réalité, chaque réforme en prépare une plus dure encore.

Une nouvelle régression

Le PS au pouvoir aurait dû abroger la réforme Sarkozy-Fillon de 2010, après l'avoir critiquée quand nous étions des millions à la combattre. Tout au contraire, il a choisi de la maintenir et aujourd'hui de l'aggraver. C'est dans ce sens que vont toutes les annonces faites par le gouvernement.

Retraites amoindries. À partir de 2020, l'allongement de la durée de cotisation se poursuivrait (jusqu'à atteindre 43 ans pour les assuré-e-s né-e-s en 1973 !), en d'autres termes le gouvernement se situe dans la ligne des lois Fillon de 2003 et 2010, pour aller encore plus loin.

Qui paie ? En apparence les "efforts" sont répartis entre patronat et salariat, par le biais des augmentations de cotisation programmées. Sauf que la hausse des cotisations patronales sera compensée par une baisse des cotisations familiales pour le patronat. Le ministre de l'Économie Pierre Moscovici s'en est d'ailleurs vanté à l'université d'été du MEDEF.

Autrement dit, le patronat ne paierait pas un centime supplémentaire pour les retraites... et les salarié-e-s paieraient tout ! Ce projet doit être retiré !

Une avalanche de contre-vérités

On nous martèle qu'il n'y aurait pas d'autres solutions que d'accepter ces régressions. Ce n'est pas vrai. Le financement des retraites serait assuré si on supprimait toutes les exonérations de cotisations sociales offertes au patronat avec notre argent (mettre chiffres). Et, si cela ne suffisait pas, il faudrait exiger l'augmentation des cotisations patronales comme restitution de tous les cadeaux faits au patronat (c'est-à-dire la hausse de la part socialisée de nos salaires). Car l'argent existe : en 2011 par exemple, 128,5 milliards d'euros de rentes ont été versés par les entreprises aux détenteurs de capitaux (dividendes des actionnaires et intérêts pour les banques).

On nous répète en boucle que la hausse de l'espérance de vie devrait nécessairement conduire à une hausse du nombre d'années de travail. Ce serait soi-disant la seule mesure réaliste pour augmenter le volume des cotisations. En fait, cela ne ferait qu'accroître le chômage et baisser les retraites, car de plus en plus d'entre nous partiraient en retraite avec des carrières incomplètes.

Un acquis qui ne se négocie pas

On voudrait nous faire accepter aujourd'hui, sous prétexte de "crise" et de "compétitivité", la mise en cause du système de retraites par répartition, l'abandon de ses principes fondateurs et, dans l'immédiat, d'allonger la durée de cotisation tout en diminuant le montant des retraites.

Le système de retraites par répartition a été mis en place à la Libération, dans un pays appauvri et en ruines : sous la pression des travailleurs/euses, le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que d'accorder enfin le droit à une véritable retraite. En plaçant au cœur du dispositif la solidarité entre les générations, ce système a fait reculer la misère qui frappait auparavant les salarié-e-s âgé-e-s, tout en leur permettant d'échapper à l'exploitation pendant la fin de leur vie.

Aucun gouvernement n'a de légitimité pour toucher à cet acquis des travailleurs/euses, et celui là encore moins, d'autant plus que ceux et celles qui l'ont porté au pouvoir voulaient exprimer le rejet la politique de Sarkozy.

Cet acquis social n'est pas négociable. Et le mouvement ouvrier a l'obligation de le défendre avec acharnement. Il ne s'agit donc pas de participer à des "concertations" ou à des "négociation" pour amender le projet du gouvernement, mais de mobiliser les travailleurs/euses pour obtenir son retrait et annuler les régressions précédentes.

Car, pour stopper la dégradation de nos conditions de vie, il faut abroger l'ensemble des contre-réformes précédentes qui, depuis 1993, ont fait passer la durée de cotisation de 37,5 à 41 ans tout en abaissant le montant des retraites : il faut revenir à une retraite à 60 ans à taux plein (75%) au bout de 37,5 annuités de cotisation.

Infliger une défaite au patronat et au gouvernement

C'est uniquement en entrant dans l'action pour défendre nos revendications que nous pourrons faire reculer le gouvernement et le patronat. Réunissons-nous en Assemblées Générales, dans nos syndicats, coordonnons à tous les niveaux pour organiser cette lutte. Soyons massivement en grève le 10 septembre à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, mais battons-nous pour imposer une autre stratégie que celle des journées d'action prétendant "peser" sur le contenu de la réforme gouvernemental. Il faut un appel à la grève public-privé et construire à partir de la base la reconduction de la grève jusqu'à la satisfaction des revendications.

Quelques questions qu'on peut légitimement se poser...

Public-privé, tous ensemble !

On nous parle d' "équité". Ainsi, on montre du doigt les régimes spéciaux, avec des retraites à partir de 55 ans ou les fonctionnaires dont la pension est calculée sur les 6 derniers mois. C'est d'abord et avant tout un instrument pour nous diviser, tout en masquant le fait que ces contre-réformes abaissent au bout du compte les retraites de tous les travailleurs/euses.

Ensuite, la justice, c'est que les véritables privilégiés, les entreprises comme Total, les grandes fortunes comme Bettencourt, les exilés fiscaux comme Cahuzac, etc. payent. Tout au contraire, nous devons nous battre pour l'alignement de tous les salarié-e-s sur les situations les plus favorables, non seulement parce que c'est juste, mais parce que cela est unificateur pour notre camp.

Face à une politique au service du capitalisme, un combat d'ensemble

Il n'y a aucune illusion à se faire sur le projet de ce gouvernement qui a amplement prouvé depuis un an qu'il est au service du MEDEF et du capitalisme. Il a maintenu quasiment toutes les contre-réformes de Sarkozy et mis en place de nouvelles régressions : poursuite du remboursement de la dette, validation du nouveau traité européen (TSCG), cadeaux fiscaux au patronat, accord de flexisécurité, loi Peillon sur l'école, décret sur les rythmes et loi Fioraso sur l'université, expulsions record de sans-papiers et chasse aux Roms, intervention impérialiste au Mali pour les intérêts d'Areva, Total, Bouygues, etc.

La bataille sur les retraites s'inscrit donc dans le cadre d'une bataille d'ensemble contre cette politique. Et plus largement elle pose la question d'une autre société, débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, gérée par les travailleurs/euses eux/elles-mêmes.

Les femmes en première ligne

Les contre-réformes successives ont particulièrement pénalisé les femmes. Les inégalités de salaires femmes/hommes induisent des retraites plus basses, et cela est encore aggravé par une progression de carrière ralentie. Le système de la "décote" (forte pénalité pour les salarié-e-s partant en retraites sans avoir toutes leurs annuités) les touche en premier en lieu, car elles ont plus souvent des carrières incomplètes. En effet, elles se trouvent plus souvent en situation de précarité, de temps partiel imposé, de congé parental et de chômage, ce qui les conduit à avoir des carrières incomplètes et donc des pensions fortement amputées.

Pour mettre un terme à ces inégalités, nous revendiquons la validation à 100% des périodes de temps partiel et de chômage pour le calcul des annuités, avec le salaire équivalent à un temps complet pour le montant des pensions.

Quel financement ?

Malgré les jérémiades du patronat et du gouvernement sur la crise et les déficits, les richesses existent pour financer les retraites : 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales, 53 milliards de profit du CAC 40, 20 milliards de crédit d'impôt offert par Hollande au patronat, etc... *et il manquerait 9 milliards pour maintenir nos retraites ?!*

Pour répondre au projet du gouvernement, certains avancent des solutions séduisantes, mais en réalité dangereuses. Pour les retraites du privé, certains veulent assurer leur financement par la taxation des revenus financiers. Certes, une telle taxation n'a rien de mal en soi, mais nos retraites ne doivent pas dépendre de la fluctuation des revenus financiers, ni des mille et unes astuces légales et illégales des riches pour contourner la fiscalité. D'autres suggèrent de moduler le montant des cotisations sociales patronales en fonction de part des salaires dans la valeur ajoutée : il s'agirait donc de diminuer encore les cotisations patronales dans certains cas ! Tout au contraire, nous devons défendre le fait que les retraites du privé constitue un salaire socialisé et celles du public un salaire continué et nous devons nous opposer à toute forme de "fiscalisation", qui est en fait une baisse de salaire déguisé. Et il est clair qu'il suffit de supprimer les exonérations de cotisations sociales pour parvenir à financer les retraites. En effet, les exonérations non compensées creusent le déficit des caisses de Sécurité Sociale et l'argent versé par l'Etat à la place du patronat pourrait être utilisé pour financer les retraites des fonctionnaires.

Peut-on gagner ?

Une question légitime après les défaites de 2003, 2007 et 2010 ! Celles-ci ne s'expliquent pas fondamentalement par le manque de combativité des salarié-e-s, mais par le refus des directions syndicales de mener réellement le combat contre le gouvernement et de se doter d'une stratégie adaptée : exiger le retrait du projet, formuler des revendications unifiantes pour tous les travailleurs/euses, préparer énergiquement la mobilisation, appeler à la grève jusqu'à satisfaction, appeler à l'auto-organisation (Assemblée Générale, coordination interpro, etc.), s'appuyer sur les secteurs en lutte pour étendre les grèves et organiser la solidarité, ne pas céder pas aux menaces de réquisition,... et construire l'unité syndicale sur ces bases.